



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant les prescriptions techniques que doit  
respecter la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS pour l'exploitation de son usine  
située sur la commune de SAINT-GAUDENS**

**005**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier son article 10.1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et en particulier son article 58-II ;

Vu l'autorisation environnementale, accordée à la société PYRENECELL, par arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication de pâte à papier sur le territoire de la commune de SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 autorisant la société TEMBEC à succéder à la société PYRENECELL pour exploiter l'usine de fabrication de pâte à papier, sur le territoire de la commune de SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009, modifié et complété par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2018, actualisant les prescriptions techniques applicables à la société TEMBEC SAINT GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2014 validant le changement de raison sociale de la société TEMBEC, qui se nomme désormais FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2021 portant autorisation environnementale pour l'extension de la capacité de la chaudière à liqueur noire et la modification de l'atelier d'évaporation, au bénéfice de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS ;

Vu le dossier de porter à connaissance adressé aux services de l'Etat, le 10 juin 2022, par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, complété le 21 juillet 2022 (porter à connaissance v3), pour le projet de remplacement de tours aéroréfrigérantes de l'unité évaporation sur son site de SAINT-GAUDENS ;

Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale du 8 juillet 2022, après examen au cas par cas ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 octobre 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 13 juin 2022 relatif à la visite d'inspection de l'installation exploitée par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS à SAINT-GAUDENS, qui a eu lieu le 4 mai 2022 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 15 décembre 2022 ;

Considérant que la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS exploite déjà des tours aéroréfrigérantes et dispose de la maîtrise opérationnelle pour gérer le risque de prolifération de légionelles associé à ces installations ;

Considérant que le projet conduit à réduire les prélèvements de l'usine dans la Garonne et contribue à supprimer des rejets d'eau chaude dans la station d'épuration du site et, in fine, dans la Garonne ;

Considérant qu'au travers du porter à connaissance susvisé, établi conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS a procédé à une analyse des effets et des impacts potentiels sur l'environnement de son projet ;

Considérant que la demande de modification n'augmente pas substantiellement les rejets ou nuisances liés aux installations, ni les conclusions de l'étude de dangers du site ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer l'extension de la puissance des tours aéroréfrigérantes dans le tableau de classement de nomenclature ;

Considérant, par ailleurs, qu'à la suite de la visite d'inspection du 4 mai 2022, l'exploitant a présenté, le 29 juillet 2022, des éléments justifiant de la norme retenue pour l'analyse de

la teneur en mercure de ses rejets d'eaux résiduelles ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 20 décembre 2022, notifié le 22 décembre 2022, afin de lui permettre de formuler ses observations éventuelles dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1er** – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, sur la commune de Saint-Gaudens, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 modifié et complété susvisé.

**Art. 2.** – Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 modifié, listant les activités visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est modifié comme suit pour les rubriques n° 2921-a :

Rubrique	Régime (1)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Nature ou Substance	Volume autorisé
2921-a	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux air généré par ventilation mécanique ou naturelle  La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Atelier évaporation : - 4 TAR condenseur évapo-concentration : 44 000 kW - 1 TAR condenseur pré-évaporation : 16 887 kW  2 TAR (eau filière alcaline) : 13 953 kW  4 TAR (acide) : 47 092 kW	Eau à 45 °C  Effluent alcalin/Blanchiment  Effluent acide/blanchiment	121 932 kW

**Art. 3.** – Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du porter à connaissance du 10 juin 2022 complété le 21 juillet 2022 susvisé, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé.

**Art. 4.** – Les dispositions suivantes de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 :

"Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe I (a) de l'arrêté du 3 avril 2000 modifié" sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

"Dans l'éventualité où l'exploitant utilise, dans son programme de surveillance de ses rejets, des méthodes de mesure (prélèvement et analyse) différentes de celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et



les sols, dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, l'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant que ces méthodes de mesure permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles."

**Art. 5.** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 6.** – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

**Art. 7** – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1<sup>o</sup> par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2<sup>o</sup> par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

**Art. 8.** – Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de SAINT-GAUDENS et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de SAINT-GAUDENS pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 9.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de SAINT-GAUDENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS.

Fait à Toulouse, le 16 JAN. 2023

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,  
Serge JACOB